

APPEL À CANDIDATURES



L'Organisation internationale de la Francophonie regroupe 56 États et gouvernements membres et 14 observateurs répartis sur les cinq continents, rassemblés autour du partage d'une langue commune : le français. Consciente des liens que crée entre ses membres le partage de la langue française et de valeurs universelles, elle œuvre au service de la paix, de la coopération, de la solidarité et du développement durable.

Titre du poste :	Responsable de projet
Lieu d'affectation :	Paris, France
Statut et grade :	Emploi à recrutement international / Niveau B, Grade B3-1 / B3-6
Durée de l'engagement :	3 ans renouvelable, assortie d'une période d'essai de 6 mois
Traitement mensuel de base :	Entre 3 633,00 euros et 4 178,00 selon l'expérience confirmée (traitement exonéré de l'impôt sur le revenu dans l'État du Siège)
Autres avantages :	<ul style="list-style-type: none">- En cas de recrutement en dehors du lieu d'affectation : prise en charge du transport A/R du lieu de recrutement au lieu d'affectation ;- Indemnité de première installation.
Date limite d'envoi des candidatures :	17 mai 2010
Numéro de l'appel à candidatures :	AC/DRH, N°02/2010

FONCTIONS PRINCIPALES

Sous l'autorité du Délégué à la paix, à la démocratie et aux droits de l'Homme, le ou la responsable de projet à la division « Paix et sécurité » est chargé-e de la mise en œuvre et de la valorisation des programmes et projets qui concourent à la réalisation des objectifs que la Francophonie s'est fixée dans les secteurs du maintien et de la consolidation de la paix et des réformes des systèmes de sécurité, conformément aux Déclarations de Bamako et de Saint Boniface. Il ou elle doit être une force de proposition et d'action, dans les secteurs de sa compétence.

- Contribuer à la réflexion prospective et participer à la définition des politiques d'intervention de l'Organisation dans les secteurs de la gestion des crises et la consolidation de la paix et de la démocratie dans le respect des objectifs du Cadre stratégique décennal et dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de Bamako (novembre 2000) sur les pratiques de la démocratie, des droits et des libertés, ainsi que de celle de Saint Boniface (mai 2006) sur la prévention des conflits et la sécurité humaine ;
- assurer la mise en œuvre des projets relevant des secteurs du maintien et de la consolidation de la paix, en particulier ceux concernant la réforme des systèmes de sécurité ;
- contribuer à la cohérence des programmes de la division et développer les synergies nécessaires avec les programmes des autres divisions de la Délégation ainsi qu'avec ceux des différentes directions de l'Organisation ;
- superviser les projets de protocoles, de convention ou tout autre document juridique relatifs au déploiement de la programmation de la Division dans ses domaines de compétence ;
- contribuer au suivi de la mise en œuvre des programmes et projets relevant de la Division ainsi que l'élaboration des rapports périodiques d'exécution ;
- assurer la prise en compte des secteurs transversaux de l'Organisation (Femmes, jeunesse, société civile) dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de la Division ainsi que l'intégration de ceux-ci dans la programmation générale de l'Organisation ;
- superviser les relations de concertation et de partenariat avec les organisations internationales et régionales ainsi qu'avec les réseaux institutionnels et non gouvernementaux dans ses secteurs de compétence ;
- organiser et animer, sous la conduite du Délégué, les concertations francophones au sein des Organisations internationales et régionales dans ses secteurs de compétence ;
- contribuer au développement de la communication et à la promotion de l'image de l'Organisation dans l'environnement francophone et international à travers les projets dont il ou elle a la charge ;
- s'acquitter de toute autre tâche ou fonction confiée par le Délégué.

QUALIFICATIONS ET CONNAISSANCES ESSENTIELLES REQUISES

Le ou la candidat-e à l'emploi doit :

- être ressortissant-e d'un Etat ou gouvernement membre de l'Organisation internationale de la Francophonie ;
- être titulaire au minimum d'une diplôme de niveau BAC + 5 années d'études ou d'un diplôme équivalent dans le domaine des sciences politiques ou des relations internationales ;
- posséder, dans les domaines de la paix et de la sécurité et notamment des questions relatives à la réforme des systèmes de sécurité, une compétence et une expérience confirmée d'au moins cinq années dans une administration nationale ou internationale, ou dans le secteur universitaire et de la recherche ;
- posséder une bonne maîtrise dans la compréhension et l'analyse des situations politiques des pays francophones et notamment des situations de crise et problématiques de la paix et de la sécurité ;
- avoir une bonne connaissance des structures et programmes de la Francophonie et des organisations internationales et régionales actives dans le secteur concerné ;
- posséder une bonne maîtrise de la langue française ainsi qu'une bonne capacité de rédaction de notes, rapports et synthèses ;
- disposer d'un haut degré d'intégrité et une réelle aptitude à travailler avec efficacité dans l'urgence
- avoir une bonne connaissance et une bonne pratique des outils informatiques.

SÉLECTION DES CANDIDATURES

Les candidatures à ce poste devront être envoyées par courrier électronique à l'adresse suivante : drh.candidature@francophonie.org, à partir du formulaire standardisé disponible sur le site : <http://www.francophonie.org>. Ce formulaire dûment rempli, accompagné du CV, lettre de motivation, copie de diplôme et tout autre élément permettant d'apprécier la motivation, l'expérience professionnelle et l'intérêt pour le poste, constitue le dossier de candidature. Les personnes qui n'ont pas accès à l'Internet pourront faire acte de candidature par courrier postal adressé à la division des ressources humaines, 13, quai André-Citroën, 75015 Paris – France, en rappelant le numéro de l'appel à candidatures : **AC/DRH, N°02/2010 du 18 mars 2010.**

Une attention particulière sera apportée aux candidatures féminines ainsi qu'aux candidatures émanant de ressortissants d'États et de gouvernements membres non représentés ou sous-représentés.

L'Organisation internationale de la Francophonie est une organisation non fumeur.